

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

DU 1<sup>ER</sup> DECEMBRE 2021

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN, LE PREMIER DECEMBRE,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOI  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°59 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 212 AVENUE CHARLES FLOQUET CADASTRE SECTION BE N°504, 214 AVENUE CHARLES FLOQUET CADASTRE SECTION BE N°508 ET 216 AVENUE CHARLES FLOQUET CADASTRE SECTION BE N°509 AU BLANC-MESNIL**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,  
**Vu** la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune du Blanc-Mesnil et l'EPT Paris Terres d'Envoi en date du 19 juillet 2019,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Christèle AEGERTER-OLIVIER, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 8 novembre 2021 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistrée sous le numéro 093007 21C0531, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention des consorts AYADI de céder leurs biens situés au Blanc-Mesnil, au 212, 214 et 216 avenue Charles Floquet, cadastrés au Blanc-Mesnil, section BE n°504, occupé par la société Auto Select conformément au bail commercial du 19 juin 2018, section BE n°508 actuellement libre et BE n°509 occupé par Monsieur Abdallah AYADI à titre de résidence principale, moyennant le prix de trois millions quatre cent mille euros toutes taxes comprises (3 400 000 € TTC).

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

**Considérant** que les biens faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée sont situés dans un des périmètres définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT et l'EPFIF du 19 juillet 2019 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

**DÉCIDE**


**Article 1** **De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour les biens situés au Blanc-Mesnil, 212, 214 et 216 avenue Charles Floquet, cadastrés au Blanc-Mesnil, section BE n°504, n°508 et n°509, tels que décrits dans la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

**Article 2** **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :  
▪ Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,  
▪ Monsieur le Directeur de l'EPFIF,  
▪ Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil.  
▪ La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envoi et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

**Article 3** **D'informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

**Article 4** **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Pour extrait conforme**

  
Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20211201-59-01-12-2021-AU  
Date de télétransmission : 06/12/2021  
Date de réception préfecture : 06/12/2021